

Petit guide
du
généalogiste
débutant
mais
averti



et un zénéaloziste
averti en vaut deux...



Les pièces,
dans la famille, on connaît...
Alors, la zénéalozie... !



Note à l'attention du lecteur

Nous ne prétendons pas ici offrir des recettes infaillibles pour éviter tous les écueils de la généalogie. Nous tentons seulement, en nous basant sur notre propre expérience, de mettre en garde le généalogiste débutant contre certains pièges, de lui fournir des solutions pour les contourner, et de le familiariser avec des particularismes locaux qui peuvent, au départ, dérouter.

Ouvrages utiles

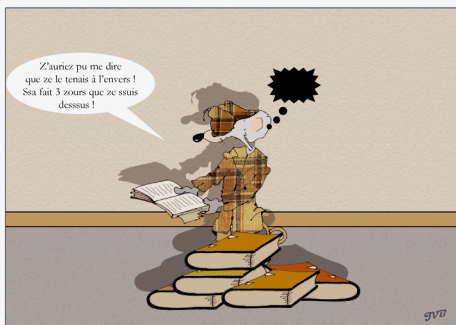
Conseil général du Tarn, Archives départementales, *Communes du Tarn : dictionnaire de géographie administrative, paroisses, étymologie, blasons, bibliographie*, J. Le Pottier dir., Albi, 1990, 696 p.

TRANIER (A.), *Dictionnaire historique et géographique du département du Tarn*, Albi, 1862, 348 p. (réédition 1998).

On peut également consulter les revues spécialisées dans la généalogie, cotées en série Per, et dont le dernier exemplaire reçu est à disposition dans la salle de lecture.

De même, y sont en accès libre des ouvrages récents consacrés à la recherche généalogique (cotés en 2 US), où on peut notamment trouver des modèles de fiches de dépouillement des actes, ou de tableaux généalogiques.





Lecture et écriture

Difficulté de lecture

Au fur et à mesure que l'on remonte les générations, les difficultés de lecture s'accroissent, la forme des lettres ayant varié au fil du temps. La généalogie ascendante a pour avantage de vous habituer progressivement à l'écriture des maires, puis des curés ou pasteurs, puis des notaires.

N'essayez pas de lire ce que vous avez envie de lire. Comparez les “pattes de mouches” avec d'autres que vous avez pu identifier dans la page. Si vous buttez décidément sur un mot, laissez-le gagner la première manche ; dans un moment – ou demain – il vous paraîtra beaucoup plus clair...

Si cela n'est pas suffisant, vous pouvez avoir recours à la **paléographie**, science des écritures anciennes. Les Archives départementales du Tarn assurent des cours de paléographie, pour débutants, moyens et confirmés, une fois par mois d'octobre à juin (se renseigner pour le calendrier annuel).

Idem, d° (dito), dudit, notamment dans les tables, indiquent une information identique à la ligne précédente. En revanche, un signe semblable à des guillemets (“ ”) signifie souvent “néant” ou “non renseigné”.

Le calendrier républicain

Les mois de trente jours, aux noms superbes, qui fleurissent pendant la période révolutionnaire, n'ont pas que des avantages pour le généalogiste. Ils lui font perdre tout repère entre l'an II et l'an XIV (1794 à 1805), et il doit, pour faire la moindre soustraction, opérer une conversion malaisée.

Néanmoins, si l'époux est né le 15 pluviôse an IV, son acte de mariage, même en 1830, vous donnera sa date de naissance sous cette forme. Méfiance, en revanche, si elle est livrée sous sa forme grégorienne (3 février 1795) : il est probable que l'acte a été omis en son temps, l'existence d'un acte de notoriété étant indiquée ou non. Dans ce cas, inutile de rechercher l'acte de naissance.



À savoir :

L'année républicaine commence vers le 20 septembre. Elle se compose de 12 mois de 30 jours (divisés en 3 semaines de 10 jours), débutant par les mois finissant en "aire", puis ceux en "ôse", ceux en "al", et enfin en "or".

Les jours dits "complémentaires" ou "sans-culottides" sont les derniers d'une année républicaine, donc se situent vers le 20 septembre.

Abréviations des mois

Les mois de septembre à décembre sont très souvent écrits en abrégé de manière phonétique : 7bre, 8bre, 9bre, Xbre (le 10 en chiffres romains, pour décembre). Ces abréviations sont source de fréquentes erreurs : par exemple, 9bre (novembre) est confondu avec le neuvième mois de l'année, c'est-à-dire septembre.

Orthographe variable

Même si vous êtes très attaché à votre nom, ne vous focalisez pas sur son orthographe actuelle. Une double lettre qui devient simple (CAPELLE en CAPELE), I ou Y, Y ou ILL ou LI, un R final qui se transforme en accent, ou l'inverse (ASSIER en ASSIÉ), un H initial épisodique (OULÈS ou HOULÈS), un S ou un Z selon l'humeur (AZÉMA ou ASSÉMA), une terminaison en AU, EAU, AUD, AUT au choix du scribe, tout cela est monnaie courante en généalogie... et la liste n'est pas exhaustive !

Si vous ne trouvez pas un nom, basez-vous sur la phonétique, faites preuve d'imagination, et explorez toutes les orthographe possibles, sans rien dédaigner, même les hypothèses les plus saugrenues. Vous constaterez rapidement que la fantaisie de nos prédécesseurs n'a rien à envier à la vôtre.



Incidence de l'occitan

Il n'est pas nécessaire de connaître la langue occitane pour faire des recherches généalogiques dans le Tarn. En effet, les actes d'état civil et les registres paroissiaux sont rédigés en français. Seuls certains notaires d'une époque déjà lointaine écrivaient en occitan, voire en latin.

Pourtant, l'occitan a, sur l'orthographe des noms – qu'ils soient de famille ou de lieu – des répercussions notables qui peuvent hypothéquer la suite de la recherche. Elles influent notamment sur l'utilisation des tables alphabétiques ou abécédaires, lorsqu'elles portent sur l'initiale du patronyme.

Quelques exemples

- ▶ le V se prononce B : recherchez indifféremment BAYSSE ou VAYSSE, VEDEL ou BEDEL
- ▶ LH se prononce ILL, de même que NH ne prononce GN : CAVAILLÉ ou CAVALHÉ ; MONTANHÉ, VERNHES...
- ▶ le J et le CH se prononcent de la même manière : CHAZOTTES ou JAZOTTES, JALADE ou CHALADE, et peuvent même être orthographiés en X : LAJURIÉ ou LACHURIÉ ou LAXURIÉ
- ▶ le L et le R, de prononciation assez proche selon les régions, sont parfois mis l'un pour l'autre, à l'intérieur d'un nom (HOLMIÈRE ou HORMIÈRE) ; de même le B et le P (CHABBAL ou CHAPPAL), le G et le C (JOUGLA devient JOUCLA), le Y et GUI (CARAYON en CARAGUION)
- ▶ voir aussi EN et IN en début de nom : ENJALBERT ou INJALBERT
- ▶ le O se prononce OU : ROUTOULP ou ROTOLP, GALONNIER ou GALOUNIER
- ▶ élision de certaines lettres (muettes en occitan) à l'intérieur des noms, notamment le G : VIGUIER peut devenir BIÉ, SIGUIER est SIÉ ! (cas inverse de CARAYON ci-dessus)
- ▶ les patronymes s'accordent en genre : au féminin, ALBY devient ALBINE, COMBES-COMBESSE, HÉRAIL-HÉRAILLE, LOUP-LOUBE, HUC-HUGUE, VAQUIER-VAQUIÈRE
- ▶ une Anne BEZIOS (en version originale, ou occitane, à son mariage) est devenue BÈGES (en version française, lors de la naissance de sa fille) (1854-1865 à Boissezon).

Plusieurs de ces homophonies peuvent se retrouver dans un même nom ; leur combinaison donne parfois des résultats qui dépassent l'imagination, surtout lorsqu'il s'agit d'un nom inconnu de l'auteur de l'acte.





Identifier un lieu

Lieu incertain

Si vous n'avez pas de certitude quant au lieu, allez du plus simple au plus compliqué : commencez par sonder la commune la plus probable, c'est-à-dire la commune de résidence. En effet, nos ancêtres étaient moins mobiles que nous le sommes, et l'endogamie était courante : l'on se mariait souvent entre voisins, du même hameau, de la même commune ou d'une commune limitrophe.

Utilisez les listes nominatives de la commune de résidence (si elles existent). Puis sondez les documents qui couvrent le plus large territoire (registres militaires, tables de l'enregistrement, tables cantonales des notaires, suivant la période) ; à défaut, utilisez la technique "de l'escargot", en cherchant dans les communes limitrophes et en vous éloignant au fur et à mesure.

Si vous trouvez un acte concernant le patronyme que vous recherchez (même s'il est évident qu'il ne s'agit pas de la bonne personne), regardez dans sa commune d'origine.

Commune non identifiée

Un certain nombre de petites communes, créées en 1790 à partir des communautés de l'Ancien Régime, ont fait l'objet de suppressions, par rattachement à d'autres communes. D'autres ont changé de nom, d'autres encore ont été érigées au XX^e siècle.

Si le nom d'une commune n'existe pas dans un inventaire, consultez l'ouvrage *Communes du Tarn* qui comprend une table alphabétique de ces changements (p. 585) puis, dans ce même ouvrage, la notice de la commune de rattachement pour trouver les informations nécessaires (canton, paroisses...).



Paroisse non localisée

Des tables des paroisses, les renvoyant à la commune à laquelle elles sont rattachées, existent en fin de répertoire des sous-séries 1 E et 2 E et dans *Communes du Tarn* (p. 589 et 611). Y figurent une liste par saint patron et une autre par localité, toutes deux utiles selon l'information que vous possédez : "Sainte-Sigolène" ou "La Genevrière", par exemple, pour cette paroisse de Parisot.

Attention :

Les limites des communes (ou des communautés d'Ancien Régime) et des paroisses ne sont pas forcément les mêmes. S'il est courant qu'une commune comporte plusieurs paroisses, de même une paroisse peut étendre son territoire sur plusieurs communes (ou parties de communes).

De même, les actes passés dans les églises secondaires (annexes, succursales, chapelles), dont certaines ne servent que pour les sépultures, sont parfois à rechercher dans les registres de leur paroisse-mère, qui n'est pas toujours située dans la même commune.

Lieu-dit non localisé

Si vous trouvez, dans un acte, un nom de lieu-dit suivi laconiquement de la mention "département du Tarn", "en Albigeois", ou "au diocèse de" sans indication de la commune ou de la paroisse, vous pouvez le rechercher dans le *Dictionnaire historique et géographique du département du Tarn*, par Tranier (coté 7 US 146 en salle de lecture). Il répertorie tous les noms de lieux du Tarn à la fin du XIX^e siècle, avec les canton, commune et paroisse auxquels ils étaient rattachés.

Bien sûr, un peu d'imagination sera nécessaire, l'orthographe que vous avez trouvée dans l'acte n'étant pas forcément la même que celle utilisée par Tranier. Par exemple, le nom "Olpilières" se révèle être "Aupillières" dans l'ouvrage de référence. Autre écueil : certains noms existent en un nombre considérable d'exemplaires (exemple : 40 fois "Le Bousquet"). Procédez par ordre, et cherchez d'abord le plus proche géographiquement de la commune où a été passé l'acte.



De plus, certaines paroisses ont été érigées au XIX^e siècle : citées par Tranier, elles n'existaient pas sous l'Ancien Régime et n'ont donc pas de registres paroissiaux. C'est le cas à Castres, notamment, de la paroisse Saint-Antoine de La Verdarié, créée en 1850 ; les lieux-dits qui en dépendent étaient auparavant rattachés à la paroisse urbaine de Notre-Dame de La Platé.





Une famille compliquée

Un acte oublié

Lors de son mariage, une personne doit produire son acte de naissance. Si celui-ci n'a pas été inscrit en son temps sur les registres de l'état civil, il y sera suppléé par un acte de notoriété délivré par le juge de paix de son lieu de naissance ou de son domicile (parfois conservé en sous-série 4 U). Cet acte est une déclaration par sept témoins majeurs, des éléments qui auraient dû être contenus dans l'acte de naissance (date, lieu, parents...), dans la mesure de leur possibilité. La plus grande difficulté est de dater exactement la naissance : le mois reste souvent sans quantième.

Le cas est particulièrement fréquent dans les actes de mariage de personnes nées pendant la période révolutionnaire. On y trouve la mention "né dans le mois d'octobre 1802, suivant acte de notoriété homologué par le tribunal civil...". Bien entendu, il est inutile, dans ce cas, de rechercher l'acte de naissance.

Les enfants illégitimes

Une idée reçue à balayer : celle qui incite à croire que les porteurs d'un prénom comme patronyme sont issus d'un ascendant illégitime. Cela est vrai dans certains cas (on donnait effectivement un ou plusieurs prénoms aux enfants trouvés en guise de nom), mais pas toujours. La plupart des noms proviennent des surnoms en usage au Moyen Âge.

Les enfants trouvés – sans mauvais jeu de mots – sont souvent perdus... pour la généalogie. En tout cas si leur acte de mariage indique qu'ils sont nés de parents inconnus. Ne tentez pas de mener l'enquête quelque deux cents ans après, elle a peu de chances d'aboutir. C'est une branche qui s'arrête.

Déposé à l'hospice de la ville dans l'anonymat, un nouveau-né, lors de sa découverte, reçoit un ou plusieurs prénoms (l'un servant de nom patronymique), suivis de la mention "NN" ; sa tenue vestimentaire est décrite afin de



faciliter son éventuelle identification. Et parfois, quelques jours ou quelques mois plus tard, sa mère (ou ses deux parents non mariés) viennent le réclamer ; l'acte de reconnaissance est alors enregistré à sa date, et parfois noté en marge de l'acte de naissance.

Un enfant illégitime, reconnu seulement par sa mère, n'est pas systématiquement inscrit sous le nom de famille de celle-ci, mais peut être "sans nom", c'est-à-dire que les prénoms sont suivis de la lettre N. Il peut récupérer plus tard le nom de sa mère, lors de son mariage notamment. Il en est de même lorsque le père déclare l'enfant illégitime.

La lettre N est symbole de l'anonymat, comme le X l'est de nos jours. En conséquence, Jean Joseph N n'a pas été reconnu par son père, tandis que Marie Jeanne NN n'a été reconnue par aucun de ses parents. La double lettre n'est toutefois pas systématique.

Si le nouveau-né est déclaré par la sage-femme, et la mère désignée par une mention du style : "la nommée Rosine, 21 ans, demeurant à Albi", inutile de s'acharner. Si elle précise le nom de famille de la mère, les chances de la retrouver de manière certaine demeurent minces. En revanche, si son origine est située par le lieu ("native de" telle commune) ou, mieux, par les nom et prénoms de son père (qui est parfois le déclarant), les probabilités de réussite deviennent sérieuses.

La reconnaissance intervient parfois lors du mariage de la mère avec un homme qui accepte d'être considéré comme le géniteur, mais qu'en était-il réellement ?

Les prénoms

Des indices...

- ▶ jusqu'au milieu du XIX^e siècle, les prénoms multiples sont souvent l'apanage des familles aisées, dont le but était de rendre hommage à tel membre de la famille ou à telle relation.

Le prénom usuel n'est pas forcément le premier, mais souvent le dernier (de tous ceux qui étaient cités à la naissance et au mariage, c'est lui qui reste lors de la naissance d'enfants, déclarée verbalement) ; l'état civil officiel peut les retenir tous (parfois dans le désordre), ou se limiter au premier



- des prénoms particuliers peuvent être une indication géographique : Orens (ou Orancie) témoigne presque à coup sûr d'une relation à Marssac, dont l'église est placée sous le patronage de saint Orens...
- les prénoms issus de l'Ancien Testament (Abraham, Moïse, Noé, David, Isaac, Rachel, Judith...), dans les registres paroissiaux, indiquent souvent une origine protestante de la famille (peut-être pas si ancienne, beaucoup de conversions ayant eu lieu sous la contrainte, la foi demeurant la même)
- des prénoms donnés de père en fils : il faut prendre garde à ne pas confondre les générations (pas de grande diversité de prénoms)
- le même prénom donné à deux enfants du même couple : le premier est parfois mort en bas-âge, mais ce n'est pas toujours le cas ; il peut aussi être le parrain (ou la marraine) du second.

... ou des casse-tête !

- les prénoms (tirés du calendrier républicain, à Lacauene en l'an II par exemple) issus de la ferveur révolutionnaire, aussi bucoliques soient-ils, ont dû s'avérer difficiles à porter (Radis, Bateau, Rhubarbe...), et ont été abandonnés pour des prénoms plus classiques. Ayons également une pensée pour Grégoire Lemalvenu, enfant trouvé enregistré sous ce nom à Albi en 1822 ; en a-t-il changé ?

Des évolutions plus "naturelles" affectent les prénoms :

- des Élisabeth qui sont nées Isabeau, ou apparaissent sous les diminutifs (charmants, certes, mais auxquels on ne pense pas forcément) de Belou ou Belote ; Marion pour Marie ; Fanchon pour Françoise ; Jeaneton pour Jeanne...



- Marie Anne et Marianne, accolé ou non selon les actes ; des Jean ou des Marie disparaissent d'un prénom composé (Jean Louis se retrouve Louis) ; Anne ou Jeanne, indifféremment...
- les prénoms occitans : Jammes ou Jacmé (Jacques), Jordi (Georges), Bernat (Bernard), Guilhem (Guillaume), Benazech (Benoît), Peyrona (Pierrette, Perrette, Perrine, Pétronille ?)..., sont parfois traduits quelques années plus tard.

Un changement d'état civil

Hormis l'incidence de l'occitan que nous avons évoquée, et qui peut aboutir à la traduction d'un patronyme, d'autres sources de confusion existent.

Une erreur

Une erreur dans un acte (surtout un acte de naissance) peut se répercuter dans tous les autres actes auxquels il sert de base. Il est alors nécessaire d'opérer des recoupements pour démêler le vrai du faux.

Un exemple : une erreur dans un acte de naissance en mairie a été reproduite dans l'acte de mariage (les 2 exemplaires) et tous ceux pour lesquels un extrait d'acte de naissance a été demandé. Sa "copie", déposée aux Archives, s'est avérée exacte après comparaison avec le contrat de mariage (acte notarié) et la mutation par décès (acte de l'Enregistrement), sources différentes de l'état civil.

Il faut aussi, en cas de contradiction de deux actes, se demander qui donne les renseignements et à quel point ils sont fiables. Le jeune marié qui a perdu récemment son père, mais orphelin de mère depuis l'enfance, connaît-il seulement le nom de jeune fille de celle-ci ? De même, les voisins qui déclarent le décès d'un veuf âgé, que savent-ils de feu son épouse, ou de sa filiation ?

Un surnom

Il est toujours amusant de trouver des surnoms (ex. : Barthélemy Calvet, dit Bessière), surtout lorsqu'ils sont explicites ; ils aident également à distinguer des homonymes, ce qui peut se révéler utile. Mais ils peuvent aussi prendre par inadvertance la place des noms de famille, étant plus usités qu'eux. C'est parfois le lieu de naissance de l'intéressé, un qualificatif, un métier... D'autres sont parfaitement hermétiques (Liardou ?).



Des changements volontaires

Si ces changements sont fortuits, d'autres peuvent être voulus. Nous avons, au hasard des recherches, découvert un exemple intéressant de changement volontaire de patronyme, dont voici le résumé :

En novembre 1827, la cour d'assises d'Albi condamne Jean Pierre et Pierre MADRIÈRES, père et fils, dits La Cadance, à la peine de mort pour fabrication et mise en circulation de fausse monnaie (cette peine sera par la suite commuée en travaux forcés à perpétuité, puis à dix ans de travaux forcés). Mais le ministère public apprend peu après (1828) que ces deux personnes usaient d'un faux nom, s'appelant respectivement Louis (surnommé Castellés) et Pierre ESCANDE, âgés de 53 ans et 18 ans, originaires de Mazamet. Ils se sont installés dans la commune de Vabre à la suite d'une précédente condamnation (par contumace) à 8 ans de réclusion, dont a fait l'objet le père, en novembre 1814, pour vol de laine. La descendance a été autorisée à conserver le nom de MADRIÈRES.

Il suffit donc de s'installer dans un lieu où l'on n'est pas connu pour s'attribuer une nouvelle identité.

Toutefois, la possibilité de changer officiellement son nom existe depuis la loi du 11 germinal an XI promulguée par Napoléon I^{er}, pour "toute personne qui aura quelque raison de changer de nom". Cela reste l'exception, à la décision du Conseil d'État, et sans recours possible en cas de refus. Les publications sont faites au *Bulletin des Lois*, puis au *Journal officiel*.

La préposition "de"

Une idée préconçue consiste à assimiler la préposition "de" avec un signe de noblesse. Elle l'est effectivement s'il est précisé "noble Jean de X", suivi d'un titre (comte, baron, marquis...) et des lieux constituant ses dépendances.

Mais on trouve fréquemment, sous l'Ancien Régime, un "sieur Pierre de X, marchand", épousant une "demoiselle Jeanne de Y, fille du sieur Louis de Y et de demoiselle Jeanne de Z". Dans ce cas, le "de" – comme les mots "sieur" et "demoiselle" – est une marque de respect envers un rang social supérieur, mais n'est pas pour autant une preuve de noblesse.

Il apparaît et disparaît selon les actes, la déférence du scribe, la fortune de la famille fluctuant au fil des générations, et aussi, en fonction des événements nationaux (à la Révolution, tout le monde devient "citoyen").

On m'appelle du Raton d'Emmental, et z'en fais pas un fromaze !



Post-scriptum

Une dernière chose... Ne soyez pas choqué par ce que vous pourriez trouver. Si l'un de vos ancêtres se révèle avoir été un être peu recommandable, pour quelle raison que ce soit, cela n'a rien de dramatique.

Tout au contraire, cela ajoute une pincée de "croustillant" dans une liste de noms parfois monotone. Et cela ouvre des perspectives de recherche dans des documents peu utilisés par le généalogiste, les séries concernant les affaires judiciaires (séries B pour l'Ancien Régime, 2 L pour la période révolutionnaire et U pour la période moderne) qui recèlent, dans les témoignages, une foule d'informations sur la manière de vivre au quotidien.



Table des matières

Note à l'attention du lecteur	p. 3
Ouvrages utiles	p. 3
Lecture et écriture	p. 5
Difficulté de lecture	p. 5
Le calendrier républicain	p. 5
Abréviations des mois	p. 6
Orthographe variable	p. 6
Incidence de l'occitan	p. 7
Identifier un lieu	p. 9
Lieu incertain	p. 9
Commune non identifiée	p. 9
Paroisse non localisée	p. 10
Lieu-dit non localisé	p. 10
Une famille compliquée	p. 13
Un acte oublié	p. 13
Les enfants illégitimes	p. 13
Les prénoms	p. 14
Des indices... ..	p. 14
... ou des casse-tête	p. 14
Un changement d'état civil	p. 16
Une erreur	p. 16
Un surnom	p. 16
Des changements volontaires	p. 17
La préposition "de"	p. 17
Table des matières	p. 19

*Cette plaquette a été réalisée à partir des expériences généalogiques
et des questions diverses et variées rencontrées par*

Francine BÉNÉZECH

*Rédaction, conception et réalisation graphiques par
l'équipe Action éducative et culturelle
des Archives départementales du Tarn*

Joël BERCAIRE

Francine BÉNÉZECH

Jean-Véran BRACHAT

Illustrations

Scénarios

Joël BERCAIRE

Dessins

Jean-Véran BRACHAT

sous la direction de

Sylvie DESACHY, directrice
des Archives départementales du Tarn

*Toute ressemblance avec des personnages ou des événements
existants ou ayant existé ne serait que pure coïncidence...*

Achevé d'imprimer en septembre 2006
sur les presses de l'imprimerie Top Offset - 81990 Puygouzon



généalogie

Archives départementales du Tarn
Avenue de La Verrerie - 81013 ALBI cedex 9
Tél. : 05.63.36.21.00 - Fax : 05.63.36.21.10
courriel : archives.tarn@cg81.fr

Imprimé sur papier non chloré